

# APPEL D'OFFRE

## *Intervenant social H/F- CDI- Temps complet Service d'Aide aux Victimes*

Date de prise de poste : 19/01/2026

Date de limite de réception des candidatures : 19/12/2025

### **Secteur Hébergements et accompagnement socio-judiciaire, Unité Logement et Accompagnement Socio-Judiciaire - Services AIDE AUX VICTIMES**

Rémunération selon le diplôme et l'ancienneté acquise, sur la base des justificatifs remis et dans le respect des dispositions de la CCN66. A titre d'exemple pour le présent poste (1 ETP, avec DE CESF ou DE ASS : De 2 100 € en début de grille à 2 730 € avec 11 ans d'ancienneté, salaire mensuel **brut** incluant l'indemnité des métiers socio-éducatifs, dite « SEGUR ».

### **Missions**

Placé(e) sous la responsabilité de la cheffe de service et en étroite collaboration avec l'équipe pluridisciplinaire et les partenaires, l'intervenant(e) social(e) réalise au sein du service d'Aides aux Victimes d'infractions pénales, les missions suivantes :

- Accueillir et informer les bénéficiaires de leurs droits sociaux, administratifs et les dispositifs d'aide existants.
- Réaliser un diagnostic social approfondi, en identifiant les besoins et les répercussions de l'infraction dans les différents domaines de la vie quotidienne.
- Proposer un accompagnement social personnalisé visant à réduire les conséquences de l'infraction pénale (logement, santé, ressources, parentalité, insertion, etc.).
- Assurer l'orientation vers les partenaires internes ou externes compétents selon les problématiques identifiées.
- Développer et consolider le partenariat en lien avec les missions du service
- Participer et représenter l'association lors de rencontres partenariales ou événements extérieurs.
- Participer à des actions de sensibilisation et de représentation de l'association
- Participer aux réunions d'équipe et apporter un éclairage social
- Contribuer au suivi des indicateurs d'activité et à la valorisation du travail réalisé, participer à la rédaction de bilans.
- Assurer une veille sociale du cadre légal d'accès aux droits

### **Conditions d'exercice**

Être titulaire du Diplôme d'état Conseillère en Economie Sociale et Familiale ou DEASS

- A partir d'avril 2025, attestation d'honorabilité à fournir obligatoirement en amont de l'embauche ([lien ici](#))

## Profil souhaité

- Solides connaissances des dispositifs en lien avec la prise en charge des victimes sur le département
- Connaissance des partenaires institutionnels, sociaux et associatifs
- Sensibilisation aux champs juridiques et de la victimologie, de la criminologie
- Capacité d'écoute, empathie
- Rigueur et sens de l'organisation
- Gestion du stress
- Travail en équipe et en partenariat

Candidature (CV et lettre de motivations) à adresser à l'attention d'Audrey SCAIOLA, Directrice de l'Unité, à l'adresse suivante : [ulasj@montjoye.org](mailto:ulasj@montjoye.org)

## Nos avantages

- 18 jours de congés supplémentaires dit « trimestriels » à prendre au cours du trimestre d'acquisition, congés d'anciennetés en sus à partir de 5 ans de présence au sein de l'association
- Prise en charge des abonnements aux transports en commun à hauteur de 70% pour le trajet domicile-travail, partenariat BlablaCar Daily
- Entre autres dispositions favorisant la conciliation vie pro / perso: jours enfant malade, jour proche-aidant, mise en œuvre effective du droit à la déconnexion, télétravail (si la fonction le permet)



- Mutuelle d'entreprise (pour le socle de base salarié, participation à hauteur de 70% par l'employeur)
- Possibilité d'ouvrir un Compte Epargne Temps
- Accompagnement confidentiel et gratuit pour tous les salariés par une assistante sociale externalisée
- Accès aux aides Action Logement
- Billeterie Toutateam
- Chèques cadeaux et chèques vacances remis par le CSE